

Lettre aux amis de la police (et de la gendarmerie !)

2019 / n° 1

(Janvier 2019 / XII^e année)



**Vertiges du populisme et perspectives du referendum d'initiative populaire... ?
Adapté à la France on peut « espérer » des propositions comme le rétablissement de la
peine de mort, l'abolition du mariage gay (puis l'internement des homosexuels ?),
l'expulsion des migrants, la vente libre des armes à feu, la fin de toute limitation de
vitesse ... ça va être dur de choisir !
Aux tweets citoyens !**

On le sait, comme l'écrivait Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues* :
la police « a toujours tort ».

Célestin Hennion, premier policier de métier devenu successivement
directeur de la Sûreté générale puis préfet de police s'étonnait en 1913 du
désamour entre la population et la police : "La police traîne un lourd héritage
; mêlée à toutes les passions des hommes, obligée souvent de les endiguer,
forcée toujours d'opposer l'intérêt public à la coalition des intérêts privés,
elle sent souvent peser sur elle des rancunes que les siècles ont accumulées
au cours de l'histoire si troublée de notre pays : jacqueries, émeutes,
révolutions, grèves tragiques, elle a tout vu, tout supporté, et par un

phénomène que je ne suis pas encore parvenu à m'expliquer depuis si longtemps qu'il fait l'objet de mes réflexions, elle a conservé la haine implacable des uns, sans acquérir ni la reconnaissance, ni même l'entière confiance des autres. Plus on lui réclame de justice, moins on en témoigne à son encontre, moins on lui pardonne ses erreurs, plus on lui fait de procès de tendance. Et pourtant, je ne connais pas de profession où il se dépense plus d'efforts généreux et désintéressés »

(Cité in JM Berlière, *La Naissance de la police moderne*, Perrin, 2008)

Les événements de ces derniers mois ont réactivé cette dialectique et vu une prolifération (merci l'internet et les réseaux sociaux) de contre-vérités, d'affirmations erronées, parfois stupides voire mensongères sans précédent. Tout le monde « sait » tout, a des explications à tout, des certitudes sur tout, le délire a rarement atteint de telles proportions.

L'Histoire permet quelques retours sur quelques-unes des affirmations et idées reçues propagées avec d'autant plus de virulence qu'elles sont contestables.

Le referendum summum de la démocratie ?

Sans rappeler tous les usages passés de ce « recours au peuple » (de Louis Napoléon Bonaparte à Charles De Gaulle), je me permets de renvoyer à cette tribune de Sylvain Boulouque :

<https://www.nouvelobs.com/politique/20181219.OBS7404/de-le-pen-a-ruffin-en-passant-par-chouard-le-ric-ou-la-confusion-des-genres.html>

Une « police fasciste » ?

À l'évidence, les gens (parfois d'extrême droite, un paradoxe, un vœu ?) qui énoncent cette affirmation n'ont aucune idée de ce qu'était, de ce que peut être une « police fasciste » quelle que soit la couleur du fascisme en question. L'accusation n'est pas nouvelle, mais la trouver dans le discours de députés d'extrême droite ou exprimée par une extrême-gauche aux collusions douteuses qui soutient ou défend Ortega, Chavès, Poutine, Bachar El Hassad...donne tout son sens à cette remarque d'un policier : « Dans un pays où chacun se croit policier et entend, à l'occasion, se livrer aux plus basses besognes de police, écouter, espionner, moucharder, calomnier, ficher, dénoncer, épurer, liquider, on s'en prend, bien sûr, à détester les policiers du métier à qui on prête ses propres manières. » (Jacques Lantier, *Le Temps des policiers*, 1970)

La « violence policière »

Il faut une sérieuse dose de mauvaise foi pour dénoncer la violence des forces de l'ordre sans dire UN MOT de la violence d'émeutiers qui profitent de la candeur et de l'inexpérience des « gilets jaunes » en matière d'organisation et de manifestation pour se mêler à eux et attaquer les forces de l'ordre dans le seul but de « casser du flic ».

Attaquer les forces de l'ordre – des fonctionnaires recrutés sur concours, en majorité issus des mêmes milieux sociaux que les manifestants – à coups de

cocktails molotov, de boules de pétanque, d'acide, de bombonnes de gaz... ne provoque aucune gêne, remarque, aucune condamnation, aucun débat, même chez les « sociologues et politologues spécialistes de la police qui monopolisent les plateaux TV et les ondes et se livrent à des comparaisons d'autant plus hasardeuses avec « l'Europe du Nord » (comprendre l'Allemagne et le Royaume-Uni !!! politologue, pas géographes !!!) qui connaissent des manifestants autrement civilisés et respectueux !

Puis-je rappeler que « la police » et son invention relèvent d'un processus de civilisation qui a vu peu à peu des citoyens déléguer à certains d'entre eux – identifiables, formés, encadrés... – le monopole de l'usage de la force légitime. Cela a eu pour but – historiquement – de mettre fin à la loi de la jungle ou du Far West, à l'auto-défense, aux milices privées armées... qui règnent dans les zones géographiques ou les pays sans état.

Depuis le début du XX^eS et surtout depuis 1930, la doctrine du MO s'est constituée en France autour de la graduation et de la proportionnalité des ripostes, de l'autocontrainte dans les rangs des forces de l'ordre, de la volonté d'éviter des heurts mortels. Qu'il y ait des dérapages, des moments et des mouvements incontrôlés, des situations confuses, dangereuses... c'est évident, mais pour être violents, il faut être deux et je ne vois guère de volonté d'apaisement, de réflexion et d'autocritique chez les pourfendeurs de la « violence policière ». Bien au contraire : la dénonciation de cette violence, reprise avec naïveté par une partie de l'opinion « travaillée » par les médias et la diffusion sur l'internet d'épisodes dont on ne connaît ni le contexte ni l'environnement, est toujours univoque. Ce sont sans doute des policiers déguisés qui ont profané la tombe du soldat inconnu...

La dernière collusion d'extrêmes (gauche et droite) qui n'ont en commun que la haine de la « démocratie bourgeoise » ou de la « putanocratie », de ses représentants, de son personnel, des forces de l'ordre qui les protègent, remontait à 1934. Alors que Camelots du Roy et groupes antifascistes, Front rouge, etc... qui appelaient chacun de leur côté à « crever les flics » ou à liquider le « rempart de boue et de sang » de « la gueuse », s'affrontaient de façon sanglante (rue Damrémont, 18^e arr, dans la nuit du 23 avril 1925, les affrontements entre jeunesses patriotes de P. Taittinger et service d'ordre du PCF font quatre morts et des dizaines de blessés...), on les retrouva en février 1934 manifestant ensemble contre les « voleurs » et les « assassins »...

Angélisme + attitude victimaire

J'avais évoqué l'attitude des casseurs dans la *Lettre aux amis* 2018/2

(« C'est pas moi, c'est ma sœur... »)

Je suis frappé (suis-je seul dans ce cas ?) par la lâcheté de militants (?) dont la violence et la radicalité des discours contrastent singulièrement avec leur comportement quand ils sont (parfois) arrêtés et jugés. Leur attitude est alors étonnante : ils nient toute action, responsabilité, participation à un acte dont ils vantent pourtant (sous divers pseudos) la légitimité à longueur de blogs et déclarations sur l'internet. Ils ne sont pour rien et n'assument pas leurs actions (incendie d'une voiture de police, occupation (sic) et dégradation d'un bâtiment public, d'un local universitaire, d'une école...).

Quand un résistant était arrêté en 1942-43, il assumait ses actes et « payait cash » son engagement...

Aujourd'hui, ce sont les parents des révolutionnaires de pacotille qui manifestent aux cris et slogans des black blocks (« Tout le monde déteste la police ! ») parce que leurs chérubins ont été en garde à vue et ont été traumatisés...

Souhaitons-leur de ne jamais avoir affaire aux Guy Georges et autres Lelandais de demain... Ils seraient les premiers à clamer : « que fait la police ! » et à porter plainte...

Formidable époque que la nôtre. »

J'ai peu lu d'articles du style de celui-ci qui tient un langage rare dans le concert général d'indignation provoqué par un épisode devenu viral sur les réseaux sociaux.

« L'arrestation spectaculaire de lycéens à Mantes-la-Jolie, le 6 décembre dernier, n'a choqué que ceux qui avaient choisi d'oublier ce qui s'était passé avant. »

Les « lycéens » de Mantes-la-Jolie ne sont pas des anges

L'indignation sélective d'une certaine presse et des réseaux

Arrestation de lycéens à Mantes-la-Jolie, 6 décembre 2018. / CÉLINE AGNIEL /

AFP <https://www.causeur.fr/lyceens-mantes-la-jolie-police-video-156935>

Le défenseur des droits recommande l'abandon de l'usage des LBD, flashballs et autres armes intermédiaires (17/1/2019).

Cet avis pose de légitimes questions :

M. Toubon entend-il par-là proposer à des policiers en danger face à l'ultra violence des émeutiers l'alternative suivante : faire usage de leurs armes de service ou succomber ?

Le défenseur des droits va-t-il – à titre de réciprocité – préconiser aux émeutiers d'abandonner cocktails Molotov, jets d'acide, boules de pétanque et autres « gadgets » inoffensifs ?

Pour mémoire je renvoie à un excellent article paru dans **Sang Froid**,

Printemps 2017, n°5, pp. 22-45) : « **Quand la police craque** »

« On n'en parle que quand une équipe - apparemment connue et repérée ce qui est TRES inquiétant - dérape de la façon la plus odieuse...

Mais là on s'intéresse à la majorité des policiers, ceux qui font un travail que personne de sincère – en dehors de ceux qui y croient – ne ferait... »

► Sad News

Je dois à Philippe Buton, professeur à Reims qui m'avait demandé de participer à son jury de master, d'avoir rencontré, à la fin des années 1990, Gaby Aron-Castaing. Passionnée — au départ pour des raisons familiales et la découverte des papiers d'Henri Castaing contrôleur général de la Surveillance du Territoire — par cette branche oubliée de la police, créée en 1934, tombée dans l'oubli et le déni, d'une part parce que Roger Wybot, directeur de la DST créée en décembre 1944, soucieux d'apparaître comme l'inventeur de la ST, a toujours tué l'existence de ce contrôle général et écarté ses anciens cadres de la DST, d'autre part parce que ce CGST a joué un rôle important et inattendu dans la lutte contre l'espionnage allemand à la fin des années 1930 et jusqu'en ... 1942, sous Vichy, en ZNO. Des « policiers de Vichy », traquant des agents de l'axe, souvent condamnés par la justice militaire française, emprisonnés et exécutés en Algérie : voilà qui faisait une sacrée tache dans le paysage monochrome et manichéen de la « collaboration », de « la police de Vichy aux ordres de la Gestapo », etc... Avec de grosses difficultés pour accéder à des archives non ouvertes et très protégées, avec les contraintes très lourdes d'un poste de professeur de classes terminales, de surcroît en classe bilingue (Gaby, d'origine alsacienne était germanophone), elle a sacrifié une partie de ses loisirs et de son temps familial pour travailler d'arrache-pied, plus d'une décennie, à une thèse de doctorat* soutenue finalement le 9 décembre 2013, aux AN, à l'hôtel de Soubise (merci à Pierre Fournié) devant un jury et un public largement composés de spécialistes et d'anciens des services. (**Le Contrôle général de la surveillance du territoire et la lutte contre l'espionnage et la trahison 1934-1942*).

Malheureusement atteinte d'un mal jusqu'alors silencieux et trop tardivement détecté, Gaby a succombé début décembre 2018 après un combat d'un an.

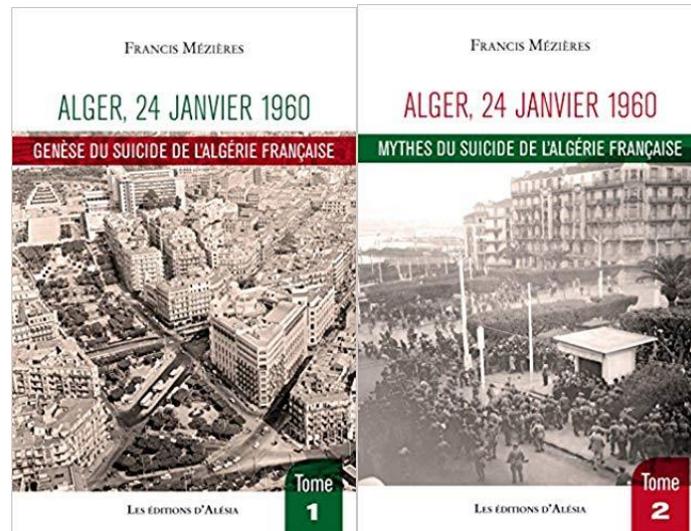
Grâce à Yannick Dehée, leur directeur fondateur, une partie importante de sa thèse a été publiée par les éditions Nouveau Monde (ARON-CASTAING Gaby, *La répression policière de l'espionnage et de la trahison. De l'affaire Dreyfus à novembre 1944*. Paris, Nouveau-Monde éditions, 2017). Sa fin cruelle en a été allégée, d'autant que son travail va avoir une suite sous la forme d'une thèse sur la DST et Roger Wybot.

Gaby Castaing était l'honneur d'une profession (les professeurs de l'enseignement secondaire) qui mènent dans des conditions difficiles, sur leurs temps de vacances et à leur frais, des recherches sans objectif professionnel, par pure passion de l'Histoire et de la vérité.

Elle va manquer à l'Histoire ainsi qu'à tous ses collègues et amis et notamment à l'équipe du CESDIP avec laquelle elle a participé à la collecte de récits de vie d'anciens policiers. (J.-M. Berlière et R. Lévy (dir.) *Le Témoin, le sociologue et l'historien. Quand des policiers se mettent à table*. Paris, Nouveau Monde éditions, 2010).

Elle nous laisse en héritage un travail pionnier sur un sujet peu investi jusqu'alors par la recherche française.

► Livres & articles



Je dois un grand merci à Jean-Noël LUC qui a bien voulu se charger de rendre compte de ce livre important (et je ne parle pas de sa taille)

Francis Mézières, *Alger, 24 janvier 1960*. Éditions d'Alésia, avril 2018, 912 et 880 pages.

T. 1 : *Genèse du suicide de l'Algérie française* –

T. 2 : *Mythes du suicide de l'Algérie française*

- . À commander en ligne sur E Bay ou à

F. Mézières, BP 90107 - 24004 Périgueux Cedex –

32 € le tome, 64 € les 2, franco de port

Des faits à la désinformation

Ce dimanche de janvier 1960, plusieurs milliers de Français de souche européenne manifestent au centre d'Alger, malgré l'interdiction, contre le limogeage du général Massu, critique envers la voie de l'autodétermination choisie par le président De Gaulle. Le rassemblement tourne à l'insurrection. Des hommes armés occupent des bâtiments. Des meneurs haranguent la foule. Des barricades s'élèvent. En fin de journée, les autorités font intervenir les 1 074 militaires de 15 escadrons de gendarmerie mobile (EGM), commandés par le lieutenant-colonel Georges Debrosse. Mais les gendarmes essuient un feu nourri, pendant 37 minutes, jusqu'à l'arrivée des parachutistes, acclamés par la foule, et qui s'interposent entre les insurgés et les forces de l'ordre. Bilan dramatique : 8 manifestants tués par balles et 51 blessés, 14 gendarmes tués par balles et 119 blessés, dont certains ont failli être achevés à coups de barres de fer.

Les fautifs ? Pour les partisans de l'Algérie française : les mobiles, « dopés à l'alcool », qui ont tiré sans sommations sur des citoyens contraints de se défendre. Mais la version change lorsque plusieurs témoignages réfutent

cette accusation. Envoyés par le chef de l'État, des « barbouzes », déguisés en gendarmes, auraient tiré dans le dos des escadrons et sur les manifestants. Jusqu'à nos jours, les publications favorables à l'Algérie française cuisinent les mêmes ingrédients : forfait des mobiles ou complot gaulliste. Quand ils ne se contentent pas d'une phrase lapidaire, renvoyant les adversaires dos à dos, les travaux sérieux mentionnent rapidement, sauf exception, le déclenchement de la fusillade par les insurgés et la riposte des gendarmes.

Un nouvel objet d'histoire

Pour en savoir plus, il fallait que l'événement soit traité comme un objet d'histoire autonome. Cinquante-huit ans plus tard, c'est fait. Et quelle histoire ! Un monument : 1785 pages au style fluide. Un auteur titulaire d'une maîtrise d'histoire, dirigée par le Pr. André Martel, officier parachutiste pendant son service national, puis officier de gendarmerie, en particulier instructeur au centre de Saint-Astier, jusqu'en juin 2018. De volumineuses sources dépouillées au Service historique de la Défense, aux Archives nationales et aux Archives d'outre-mer, dont les minutes du procès des barricades (12 000 pages). Une reconstitution méticuleuse des faits, heure par heure, mètre par mètre : origines des premiers tirs, localisation des 70 tireurs insurgés, vécu et réactions de chacun des EGM, trajectoires balistiques, état des blessures de toutes les victimes, pour ne citer que ces exemples.

Quelques conclusions

Que montre cette véritable enquête de police judiciaire historique ? D'abord, la responsabilité des activistes dans le déclenchement et l'ampleur de la fusillade. De nombreux témoins décrivent, tous de la même manière, les premiers coups de feu isolés, puis les premières rafales d'armes automatiques, tirés par les émeutiers. Certains manifestants sont même touchés par des tirs fratricides venus d'un immeuble ou d'une barricade : « les numéros pairs tiraient sur les numéros impairs, si j'ose dire », rapporte un officier parachutiste lors du procès de l'insurrection.

Comment les mobiles réagissent-ils aux milliers de balles tirées par des émeutiers armés notamment de fusils-mitrailleurs et de pistolets-mitrailleurs ? Par onze tirs de « légitime défense » (69 balles), tous identifiés : 5, commandés par un supérieur, et 6, décidés par les tireurs. Pourquoi une riposte aussi limitée ? Le choc de l'attaque, puis le souci de se mettre à l'abri et d'évacuer les blessés, n'expliquent pas tout. D'après l'auteur, la stricte discipline de feu résulte ici à la fois de la consigne donnée aux EGM – dégager une zone, mais pas affronter des émeutiers en prenant le risque de provoquer un bain de sang – et de l'expérience du combat chez la majorité de leurs chefs, conscients de l'inutilité des tirs à l'aveuglette ou dans la pénombre.

Et les parachutistes du 1er REP et du 1er RCP ? Où étaient-ils passés après leur départ immédiat, assurent leurs chefs, pour aller soutenir les gendarmes ? Le mystère est enfin levé. Le matin, ces soldats ont volontairement laissé progresser les manifestants. Pendant la fusillade, et

malgré les appels répétés des autorités, ils ont été délibérément maintenus longtemps sur place par leurs officiers (général Gracieux, colonel Mayer, lieutenants-colonels Ceccaldi, Broizat, Dufour), avec la complicité d'autres chefs militaires hostiles à la politique de De Gaulle (général Faure, colonels Argoud, Godard et Gardes). Sur la question déterminante de l'heure du départ des paras, la démonstration méticuleuse – 44 pages ! – des propos contradictoires et des mensonges de leurs officiers est convaincante.

Restent les mythes, forgés par les partisans de l'Algérie française pour entraver l'enquête judiciaire et fausser, jusqu'à nos jours, la compréhension des événements. Vrai cas d'école d'action psychologique, estime l'auteur, après avoir confronté aux faits toutes les interprétations qu'il juge fallacieuses. Mais la désinformation fait long feu. Dans *Les Vérités cachées de la Guerre d'Algérie* (Fayard, octobre 2018), Jean Sévillia attribue encore le déclenchement du drame à « un coup de feu d'origine inconnue »...

En prime, les portraits des protagonistes

L'histoire d'un jour s'élargit à celle des événements survenus entre la manifestation de Sétif et la fusillade de la rue d'Isly. Sans négliger la dimension militaire des affrontements, l'auteur propose, en deux chapitres, une relecture de la Guerre d'Algérie sous l'angle inhabituel du maintien et du rétablissement de l'ordre. Grâce à un long travail de recherche ou de synthèse, il consacre en plus une notice copieuse – formation, parcours, campagnes – à chacun des principaux acteurs du 24 janvier 1960 : les 64 chefs opérationnels des 15 EGM, les 18 officiers de l'armée, légalistes ou non, mêlés aux événements, et dont la complicité de certains avec les ultras n'avait jamais été démontrée avec autant de précision, enfin les activistes à l'origine de l'émeute et de la fusillade (Ortiz, Lagaillarde, Susini, Pérez, Ronda, Mamy, Jourdes, Sapin-Lignièrès). On comprendra mieux l'intérêt de ces coups de projecteur si l'on songe que plusieurs des militaires concernés ont également combattu pendant la Seconde Guerre mondiale et la Guerre d'Indochine. Ultime geste envers les lecteurs : une annexe sur le destin militaire, politique et professionnel de 74 protagonistes des deux camps après 1962. Rien de superflu : la mémoire de l'armée, lissée par les amnisties successives, peut être très lacunaire à l'occasion de la promotion ou du décès de certains de ses cadres...

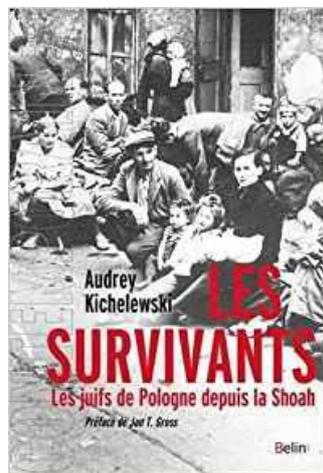
Une étude originale et féconde

Francis Mézières ne recule pas devant les réquisitoires, toujours documentés et argumentés. Sans doute les spécialistes de la Guerre d'Algérie discuteront ils avec raison certains éléments de sa démonstration, que d'autres lecteurs préféreront contester en bloc. On retiendra ici les nombreux apports d'une recherche historique authentique, enrichie par la double expérience d'un militaire et d'un professionnel de la police des foules. En premier lieu, une histoire totale, et à ce titre pionnière, d'une opération de maintien et de rétablissement de l'ordre. Totale, puisqu'elle réussit à croiser toutes les approches de l'événement : politique, sociale, tactique, matérielle, judiciaire, médico-légale, humaine et narrative. Et pas n'importe quel événement : le plus meurtrier pour la gendarmerie mobile, tombée ici dans la principale

embuscade urbaine tendue à la force publique au XXe siècle. Un épisode curieusement oublié par la mémoire de l'institution. La radiographie du 24 janvier 1960 à Alger complète également l'historiographie de la Guerre d'Algérie à propos d'un fait déterminant pour comprendre les origines de l'aversion de la population européenne contre les mobiles et de la méfiance de la gendarmerie envers l'armée de terre. Sur l'histoire des gendarmes mobiles, du maintien de l'ordre, de la Guerre d'Algérie et de l'armée, « le Mézières » est un nouvel ouvrage incontournable.

Pr. Jean-Noël Luc - Sorbonne Université

Et un autre MERCI à Jean-Louis Panné pour sa critique d'un livre pour ceux qui s'intéressent à la Pologne, aux juifs polonais de l'après-guerre face au pouvoir communiste.



Audrey Kichelewski, *Les Survivants. Les Juifs de Pologne depuis la Shoah*

préface de Jan T. Gross, Paris, Belin 2018 443 p 25,50 e

Dans une Pologne dévastée par la barbarie nazie, cet ouvrage étudie comment le nouveau pouvoir communiste stalinien traita, du lendemain de la « libération » aux années 1980, les Juifs rescapés des camps ou cachés par les justes polonais.

La Pologne ravagée d'après-guerre – elle a perdu 20 % de sa population (presque 6 millions de victimes) et a subi les politiques d'extermination des deux totalitarismes (voir les livres de Timothy Snyder) –, se trouve à partir de 1945 sous la domination soviétique. Aux quelques dizaines de milliers de Juifs cachés (la Pologne compte le plus grand nombre de Justes à Yad Vashem), ces rescapés qui retrouvent la liberté, s'ajoutent ceux qui ont survécu dans les camps mais la plus grande masse est constituée par ceux qui ont vécu en Union soviétique depuis leur déportation en 1940-1941. Le pays qu'ils découvrent a connu une violence d'une intensité inimaginable, des affrontements de toutes natures entre groupes ethniques, politiques et militaires rivaux, sans oublier la féroce répression de la part des Allemands, si bien que la vie humaine n'avait plus la moindre valeur au regard des

intérêts immédiats, souvent nourris de haine... situation qui a conduit à une « brutalisation de la société et à une régression civilisationnelle », écrit l'auteur.

Pour les survivants juifs de la catastrophe, c'est comme parcourir un immense cimetière. Et lorsqu'ils peuvent retrouver leur ancienne maison, elle est occupée par des Polonais qui n'entendent pas leur restituer leur bien. Expérience d'une dépossession que Julius Margolin, rescapé du Goulag, a parfaitement racontée dans ses souvenirs (Le livre du retour, Le bruit du temps, 2012 ; on s'étonne que l'auteur n'ait pas cité ce témoignage capital). Souvent rejetés par leurs compatriotes polonais, les survivants subirent aussi un antisémitisme meurtrier qui culmine avec le pogrom de Kielce le 4 juillet 1946 qui a fait 42 victimes et de nombreux blessés¹. L'antisémitisme qui perdure en Pologne interfère avec les conflits idéologiques et politiques et ceux-ci, en retour, le nourrissent. Il interroge aussi les aspects les plus sombres d'une certaine culture polonaise.

Rester ou partir ?

C'est donc dans ce climat que n'effacent pas les procès et condamnations des assassins que les survivants sont plongés. La question de rester ou partir s'impose à eux : courant 1946, ils seront 100 000 sur 200 à 240 000 à quitter la Pologne. Une part de ceux qui restent a intégré le nouvel appareil d'État, les autres se consacrent à reconstruire leur vie professionnelle et familiale ainsi qu'une vie communautaire, créant des associations (dont de nombreuses coopératives), reconstruction bientôt entravée par la volonté des communistes à unifier et contrôler toute organisation susceptible d'être autonome. Sur ces dimensions, l'auteur donne peu d'éléments qui permettraient de se représenter la vie de cette population. Parallèlement, le Bund qui avait été si fort avant-guerre et fut l'un des groupes à la tête de l'insurrection du Ghetto en 1943, est neutralisé puis liquidé — épisode capital fort peu développé dans le livre d'Audrey Kichelewski. Toute renaissance de quelque nature qu'elle soit se heurte inévitablement au monolithisme du Parti stalinien. Dans ce contexte, les communistes, ultra-minoritaires en Pologne et dont le pouvoir ne tient que par la présence de l'armée Rouge et des Services, n'ont pas hésité à intégrer dans leur machinerie destinée à conforter leur position des éléments venus de l'extrême droite antisémite d'avant et de pendant la guerre. C'est ainsi que Boleslaw Piasecki, rallié des 1945 par l'un des plus hauts gradés du NKVD, le général Ivan Serov, se verra confier la direction de l'organisation Pax, dont le rôle consistait à détacher les catholiques de l'Église polonaise qui demeure une force d'opposition au régime – éléments pesant dans les rapports entre Juifs et pouvoir communiste que n'aborde pas l'auteur. Cela n'empêcha pas l'opinion courante de considérer le pouvoir comme aux mains des « judéo-communistes » – image confortée par des éléments factuels : dans la police politique ses membres d'origine juive sont surreprésentés ; d'importantes responsabilités sont confiées à certains comme à Jakub Berman chargé à la fois de la culture, de la propagande et de la sécurité intérieure.

Des vagues d'antisémitisme

Le pouvoir, d'emblée placé sous le signe du communisme stalinien, va varier tout au long des années 1945-1989 dans sa politique, alternant des périodes

de stabilité et des périodes d'antisémitisme renouvelé qui ont pour conséquence de chasser à nouveau des Juifs polonais hors de Pologne. La vague d'antisémitisme la plus célèbre est celle de 1968 qui suit la guerre des Six-Jours entre Israël et les pays arabes mais elle avait été précédée par d'autres moins connues comme celle des années 1956-1957. Avant la campagne « anti-sioniste » de 1968, les communistes avaient autorisé la parution du livre de Wladyslaw Bartoszewski : *Celui-ci est de ma patrie*, signe d'une petite ouverture sur l'histoire de l'extermination des Juifs qui, on le sait, était marginalisée sinon niée comme dans la scénographie du Musée d'Auschwitz, négation que dénonça l'historien Michel Borwicz (*Auschwitz selon Varsovie ou les chambres à gaz déjudaisées*, Paris, 1970).

L'histoire telle que la conduit l'auteur est bien documentée jusqu'aux années soixante, elle invite à la réflexion. On ne peut en dire la même chose pour ce qui est de la suite : « le moment Solidarnosc » (ch. VI), « le retour du refoulé » (ch. VII). L'auteur ne maîtrise pas aussi bien cette période, faute sans doute de recul et une propension à mettre trop facilement ses pas dans ceux de Jan Gross². C'est grâce à Solidarnosc que l'écriture de l'histoire des Juifs en Pologne a pu prendre un tour nouveau : en décembre 1981, quelques jours avant le coup d'État du général Jaruzelski, paraissait dans l'hebdomadaire du syndicat un grand article sur le pogrome de Kielce. Ensuite, ce furent les combats menés par l'opposition clandestine pour poursuivre cet examen de conscience, avec, par exemple, l'érection d'une stèle à la mémoire de Victor Alter et Henry Erlich, dirigeant du Bund liquidés en URSS pendant la guerre.

La fin de ce livre verse trop facilement dans les appréciations rapides des Polonais des années 80 à nos jours, et néglige de faire le bilan de « l'héritage antisémite » laissé par les communistes polonais qui, jusqu'à l'époque de Solidarnosc, l'ont instrumentalisé pour contrer une opposition de plus en plus forte à leur régime. On sent que les dernières pages ont été écrites sous l'émotion d'un projet de loi absurde visant à condamner « l'imputation à la nation polonaise d'une responsabilité ou d'une complicité dans les crimes commis sous l'occupation nazie » (mars 2018), extension fragile du sujet de départ dont, finalement, le titre pourrait être inversé puisque ce livre traite bien plus de l'attitude et de la politique du régime de « démocratie populaire » que de la vie concrète de la population juive si meurtrie : « Communistes face aux Juifs de Pologne » ne serait-il pas un titre plus adéquat ?

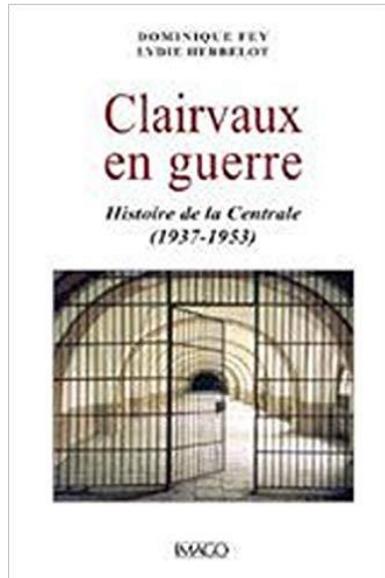
Jean-Louis Panné

(1) L'auteur ne documente pas les aspects troubles et controversés du drame. Selon le témoignage tardif de Henryk Blaszczyk, l'enfant censé avoir été tué dans un crime rituel par des Juifs, la police politique polonaise (UB) y a joué un rôle qui demanderait à être définitivement éclairci – ce qui compte pour comprendre les relations/ confrontations entre le pouvoir communiste polonais et la communauté juive reconstituée. Voir l'article de Jean Offredo, « Kielce 1946, l'aveu du pogrom » (*La Croix*, 29 août 1997) qui donne l'essentiel du témoignage de H. Blaszczyk publié par Adam Michnik dans son journal *Gazeta*. Compte tenu de l'importance nationale et internationale de ce pogrom on se demande d'où vient cette réticence à le faire.

(2) Les origines de Solidarnosc ont fait l'objet d'un livre de Roman Laba : *The Roots of Solidarity* (Princeton, 1991), malheureusement non traduit en français, qui réfute l'idée que le syndicat indépendant et autogéré soit « issu de l'alliance de l'intelligentsia et de l'Église »

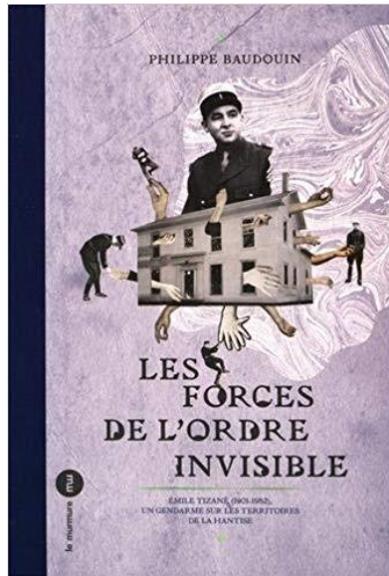
(p. 224) d'autant que dans les premiers jours de la grève l'Église hésita à prendre position. Je laisse de côté les erreurs factuelles comme Radio Free Europe et Voice of America émettant clandestinement ou encore Zbigniew Bujak fondateur du KOR. En ce qui concerne Jan Gross, voir ma critique de son livre dans la *Revue d'études slaves*, n° 75/2, 2004.

Dominique Fey et Lydie Herbelot, *Clairvaux en guerre : Chronique d'une prison (1937-1953)*. Paris, Imago, 2019.



L'ancienne abbaye de Clairvaux, fondée par St Bernard, est une prison depuis le 1^{er} Empire (1808). Dès la fin des années 1930, on y trouve des espions à la solde de l'Allemagne. Entre 1937 et 1953 s'y sont succédés des espions à la solde des Allemands, puis des militants communistes (P. Daix, Guy Môquet...) et à partir de l'épuration, des condamnés par les cours de Justice de l'après-guerre. Certains célèbres (Maurras, Vallat, Pujo, les amiraux Esteva et de Laborde, Rebatet, Pierre-Antoine Cousteau) condamnés pour haute trahison — parfois condamnés à mort avant commutation de leur peine —, sont incarcérées avec les anonymes de la Collaboration, des Waffen SS (C. de la Mazière), etc. Les conditions avantageuses qui leur sont réservées contrastent fortement avec celles de leurs codétenus. L'élargissement progressif de tous ces épurés au gré des amnisties amènera la Centrale à renouer avec sa vocation première après 1953 : la rétention des droits communs.

Philippe Baudoin, *Les Forces de l'ordre invisible. Emile Tizané (1901-1982) un gendarme sur les territoires de la hantise*. Préface de Dominique Kalifa, postface de Hélène Lheuillet. Editions Le Murmure, 2016.



Les plus fidèles des amis de la police se souviendront peut-être qu'Ida Grinspan récemment disparue (Cf Lettre aux amis 2018/3), arrêtée à 14 ans dans sa famille d'accueil en pleine nuit de janvier 1944, fut conduite à Melle devant un capitaine de gendarmerie qui la « cuisina » pour qu'elle lui donne l'adresse où se cachait son père qui avait échappé à la rafle du 16 juillet 1942. Ce capitaine qui « faisait son devoir » avec un zèle criminel et fit arrêter cette nuit-là, sans aucun état d'âme, trois femmes dont une était enceinte, échappa à ses responsabilités à la libération... Or il se trouve que ce personnage — quels que soient les sentiments que peut susciter son attitude sous l'occupation — s'était spécialisé dans les enquêtes sur les maisons hantées et les phénomènes paranormaux : une spécialité qu'il poursuit même après sa retraite et qu'il a expliquée dans plusieurs ouvrages. Le philosophe Philippe Baudouin ne pouvait qu'être passionné par un tel sujet. Il lui consacre une étude fouillée et informée, richement illustrée d'une iconographie abondante, dans une édition magnifique. Un objet éditorial rare, un sujet original...

Une REVUE : Recherche socialiste (12 Cité Malesherbes, 75009 Paris)

J'ai déjà évoqué L'Ours et ses comptes rendus mensuels de livres, je voudrais dire un mot des cahiers semestriels de cet Office universitaire de recherche socialiste qui développent plus longuement des sujets variés. Le dernier de ces cahiers (juillet-décembre 2018) s'intéresse aux « Crises de l'Europe (1945-2018) » et j'y ai trouvé une analyse de Pierre Moscovici (« L'approfondissement et la démocratisation de la zone euro : retrouver la confiance des citoyens », pp. 131-139) qui, avant la crise des gilets jaunes, pointe du doigt les déficits démocratiques, le silence, l'opacité, du fonctionnement des organes de décision économique européens qui nourrissent un sentiment d'injustice de la part des citoyens européens.

Un texte intéressant, des décisions et réformes urgentes si on veut trouver un moyen de concilier responsabilité et solidarité, éviter l'écueil du chacun pour soi, des égoïsmes, le triomphe des eurosceptiques et des populismes.

► Archives, mémoire, histoire...

Histoire v/mémoire

Dans son film, *La Stratégie de l'araignée*, le cinéaste Bernardo Bertolucci montrait la découverte par un fils de la face obscure de son père, héros célébré et statufié de la résistance au fascisme.

Dans un livre méconnu en France d'Alex Faitelson (*Heroism & Bravery in Lithuania - 1941-1945*) paru en 1996, Eve Line Blum-Cherchevsky qui s'occupe activement de la mémoire du Convoi de déportation n° 73 a découvert le rôle et l'histoire réels du « héros » national lituanien Jonas Noreika.

Elle relate ici la découverte du rôle de « tueur de juifs » de Noreika par sa petite fille qui a entamé un procès devant le tribunal administratif de Vilnius pour faire retirer statues, noms de rues et de lieux consacrés à son grand-père.



MAKING_OF_n°_29
.pdf

<https://fr.timesofisrael.com/une-americaine-denonce-son-aieul-collaborateur-des-nazis-et-la-lituanie-ecoute/>

<https://www.timesofisrael.com/war-hero-or-nazi-collaborator-family-partners-with-victims-kin-to-expose-truth/>

<http://defendinghistory.com/> par exemple <http://defendinghistory.com/holocaust-trial-of-the-21st-century/96578>

L'archiviste Brigitte Lainé et le 17 octobre 1961 :

<http://www.archimag.com/archives-patrimoine/2018/11/13/brigitte-laine-archiviste-derangeait-papon-encore-apres-mort>

NB : si le meurtre de dizaines d'Algériens par des policiers (et des passants « bénévoles » !) est incontestable, il est évidemment impossible d'affirmer que tous les cadavres repêchés dans la Seine les semaines suivantes figuraient bien parmi les victimes de cette nuit tragique. Le FLN avait également pour habitude de « confier » au fleuve les victimes de ses propres représailles contre des militants du MNA ou des compatriotes refusant l'impôt révolutionnaire ou les lois de la charia. Les archives sont indispensables, mais on ne saurait leur faire dire ce qu'elles ne disent pas...

Instruments de recherche et leur usage :

Bagnards

<https://www.rfgenealogie.com/s-informer/infos/archives/les-registres-matricules-des-bagnards-en-ligne-sur-le-site-des-anom>

Dénaturalisés de Vichy

<https://www.rfgenealogie.com/s-informer/agenda/visites-conferences/connaitre-les-denaturalises-de-vichy-avec-la-base-denat>

Les archives de la prison de Liège :

https://www.rtb.be/info/regions/liege/detail_archives-de-la-prison-de-liege-200-ans-de-documents-inventories?id=10004879

Canada :

<https://www.ledevoir.com/societe/535388/une-archiviste-sur-les-traces-des-enfants-disparus-dans-les-pensionnats-autochtones>

Les archives de l'Institut d'étude des questions juives au SHD :

<https://www.rfgenealogie.com/s-informer/infos/archives/les-archives-de-l-institut-d-etudes-des-questions-juives-sont-numerisees>

archives publiques aux USA :

<http://policyoptions.irpp.org/magazines/august-2018/public-archives-relevant-today-ever/>
<https://www.archives.gov/news/articles/leaders-share-national-archives-vision-for-a-digital-future>

► **Ce qui aurait pu vous échapper sur le net :**

La BDD photographique du NYC police department =

<http://nycma.lunaimaging.com/luna/servlet/RECORDSPHOTOUNITARC~19~19>

Un soldat singulier d'une compagnie d'artillerie polonaise :

<https://www.24matins.fr/topnews/une/un-vrai-ours-soldat-de-la-2e-guerre-mondiale-heros-dun-dessin-anime-954756>

L'intelligence artificielle appliquée au droit est aujourd'hui une réalité. Ce phénomène bouleverse tant les métiers juridiques que la relation citoyenne à la justice, et suscite de vifs débats. Quels en sont les applications, les enjeux, voire les risques pour la démocratie ?

<http://bloguniversdoc.blogspot.com/2019/01/la-justice-digitale-doit-on-en-avoir.html>

À la différence des autres pays du camp soviétique, la Lettonie a réussi à empêcher la destruction des archives du KGB après avoir retrouvé l'indépendance en 1991. A l'époque, les autorités lettonnes ont occupé le siège du KGB à Riga et mis rapidement en lieu sûr des masses de documents fourrés dans de grands sacs. Surnommés depuis «sacs du KGB», ces archives comprennent une liste de tous les collaborateurs, leurs pseudonymes, leurs noms réels, lieux de naissance et autres renseignements :

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/12/21/01003-20181221ARTFIG00312-en-lettonie-une-liste-d-anciens-collaborateurs-du-kgb-revelee-au-grand-jour.php>

Une question en débat : la « restitution » des œuvres d'art

<https://www.latribunedelart.com/emmanuel-macron-met-fin-a-l-inalienabilite-des-collections-publiques>

<https://www.latribunedelart.com/rapport-sur-les-restitutions-rendons-tout-dieu-reconnaitra-les-siens>

<https://www.latribunedelart.com/tresors-nationaux-l-hemorragie> et

<https://www.latribunedelart.com/tresors-nationaux-les-incomprehensibles-mensonges-du-ministere-de-la-culture>

L'AMGOT :

<https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/231214/histoire-secrete-amgot-ou-quand-les-americaains-ont-tente-d-annexer-la-france>

La mémoire du sol

1/découverte d'une tombe contenant les corps de près de 2000 soldats allemands tués dans la bataille de Stalingrad =

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-6487251/Mass-grave-containing-1-800-German-soldiers-died-Battle-Stalingrad-uncovered-Russia.html>

<https://www.thesun.co.uk/news/7960686/ww2-mass-grave-german-soldiers-battle-stalingrad/>

2/ le camp du Struthof

https://www.challenges.fr/societe/des-fouilles-archeologiques-racontent-le-quotidien-du-camp-de-concentration-du-struthof_623365

Une brève histoire de la photographie

=<https://www.youtube.com/playlist?list=PL9LWAQYUI74si6AiWjm5TKg8OFo41V2No>

Près de 700.000 soldats de la Grande Guerre, dont 250.000 Français, restent, à ce jour, ensevelis sans sépulture. L'ADN pour les identifier =

https://www.lci.fr/amp/societe/centenaire-armistice-premierer-guerre-mondiale-adn-medecine-legale-archeologie-quand-la-science-redonne-un-nom-aux-soldats-morts-en-14-18-2103104.html?_twitter_impression=true

La grippe espagnole de 1918 plus meurtrière que la guerre =

<http://theconversation.com/la-grippe-espagnole-cette-catastrophe-oubliee-104904>

La première minute de silence :

<https://www.retronews.fr/conflits-et-relations-internationales/echo-de-presse/2018/10/16/petite-histoire-de-la-premiere>

Marcel Bucard et le francisme :

<https://www.retronews.fr/politique/bonne-feuille/2018/08/28/collabos-rechappes-epuration>

Un bunker de la guerre 39 :

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/hautes-alpes-bunker-seconde-guerre-mondiale-rehabilitation-1529604.html>

Foccard :

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/entre-secret-sources-et-fantasmes-les-historiens-et-le-cas-foccart>

Jeu vidéo antinazi :

<http://fr.euronews.com/2018/08/22/allemande-pour-la-premiere-fois-des-signes-nazis-dans-un-jeu-video>

Les « enfants de France » au Belarus :

<https://www.la-croix.com/Monde/Au-Belarus-histoire-oubliee-enfants-France-rapatries-URSS-2018-09-02-1300965621>

La Ratline (l'exfiltration des nazis vers l'Amérique du sud) :

<http://www.slate.fr/story/167351/histoire-fuite-anciens-nazis-italie-argentine>

► **Expositions**

L'Internement des nomades 1940-1946 : une histoire française

Au Mémorial de la Shoah de Paris / 14 Novembre 2018 – 17 Mars 2019

D'octobre 1940 à mai 1946, près de 6 500 personnes, en majorité françaises, dont un grand nombre d'enfants, sont internés dans plus d'une trentaine de camps pour Nomades situés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Assignés à résidence, enfermés dans des conditions indignes, les Nomades sont spoliés, sous-alimentés, empêchés de travailler ou contraints aux travaux forcés. Certains décèdent dans ces camps. Des déportations ont lieu à partir de 1943. Ces répressions, à l'encontre de ceux que la loi française dénomme Nomades, diffèrent de la politique allemande menée par le Reich envers les *Zigeuner* (Tsiganes) et s'insèrent dans une histoire plus longue des persécutions de la République à l'égard de ce groupe exclu de la communauté nationale. L'internement continue après la Libération, le dernier camp ferme seulement en mai 1946. Documents d'archives, témoignages et photographies ravivent la mémoire de cette page de notre histoire restée méconnue pendant des décennies.

► **Séminaires, colloques**

■ Jean-Noël LUC a pris une retraite bien méritée, mais le séminaire qu'il a initié à Paris 4 continue sous la houlette de Arnaud-Dominique Houte. Le programme du 2^{ème} semestre :

Séminaire master-doctorat - Sorbonne Université – Centre d'histoire du XIXe siècle

Acteurs, pratiques et représentations de la sécurité

Gendarmerie, Police, Brigades de pompiers, Douanes, Justice et société, XIXe-XXIe siècles

Pr. Arnaud-Dominique HOUTE - Pr. émérite Jean-Noël LUC

Maison de la recherche (28 rue Serpente, Paris VIe - mardi 17h-19h, salle D116, 1er ét.)

Séances publiques du second semestre 2018-2019

12 février – Polices et policiers des temps noirs

Polices : que reste-t-il à découvrir sur la Seconde Guerre mondiale ? (Pr. Jean-Marc Berlière, CESDIP)

19 février – Une source indispensable pour l'histoire contemporaine

Faire de l'histoire orale. Recueillir et exploiter les paroles des gendarmes du XXe siècle (Dr Benoît Haberbusch, centre de recherche de l'EOGN)

26 février – Le métier de gendarme vu de près

La prévention des conduites addictives en milieu scolaire dans le métier de gendarme : entre enquête et protection des civils (Dr Yohann Selponi, Laboratoire des sciences sociales du politique, Toulouse)

12 mars – Sécurité et catastrophes nautiques

Naufrages et sauvetages, de la Côte normande à la Seine parisienne, 1870-1914 (Jérémie Maria, diplômé de master 2, Sorbonne Université)

19 mars – Un exemple inédit d'histoire totale du maintien de l'ordre

Les gendarmes mobiles face aux activistes de l'Algérie française le premier jour de la Semaine des barricades à Alger, 24 janvier 1960 (Lieutenant-colonel, CR, Francis Mézières, officier parachutiste pendant son service militaire, puis officier de gendarmerie jusqu'en 2018)

26 mars – Un acteur méconnu du maintien de l'ordre

Les services d'ordre des mouvements politiques de droite, de l'Entre-Deux-Guerres aux années 1960 (Pr. François Audigier, Université de Lorraine)

2 avril – Risques et sécurité : une enquête élargie

Sécurité et sûreté dans le milieu ferroviaire français. Une approche socio-historique (Dr Florent Castagnino, chercheur post-doctoral, ENPC)

9 avril – « The Dark Side of the Belle Époque ». Un nouveau chantier de recherche

Monopole de la violence, groupes armés et nationalistes en armes. Le cas de la Troisième République dans l'Europe de la Belle Époque, 1870-1914 (Dr Romain Bonnet, chercheur post-doctoral, ERC Prewaras)

16 avril – Autour de la délinquance juvénile

Le « droit chemin » ? Jeunes délinquants en France et aux États-Unis au milieu du XXe siècle (Dr Guillaume Périssol, enseignant-chercheur, École nationale de protection judiciaire de la jeunesse)

Acteurs, pratiques et représentations de la sécurité. Gendarmerie, Police, Brigades de pompiers, Douanes, Justice, Armée et société (XIXe-XXIe siècles) Sorbonne-Université – Centre d'Histoire du XIXe siècle (Paris I – Paris-Sorbonne) - Séminaire Master-Doctorat - Pr. Arnaud-Dominique HOUTE -

► **METIS : le renseignement et son étude ont leur rendez-vous mensuel**

Domaine : Etats, institutions et société
Séminaire spécialisé

CLANDESTINS

« 1. (Choses ; actions...). Qui se fait en cachette et qui a (généralement) un caractère illicite. [...]

2. (Personnes). Qui vit en marge des lois par nécessité ; qui se soustrait à la procédure normale. [...] »

Ces deux définitions composent l'entrée « clandestin » du dictionnaire Littré. L'action clandestine constitue l'un des aspects les plus illustres et simultanément les plus méconnus des métiers du renseignement. C'est surtout l'une des dimensions les plus fantasmées, par ses jeux de masques permanents dont l'IF (identité fictive) est l'élément emblématique. L'agent clandestin devient ainsi bien souvent l'archétype cinématographique de l'espion - à l'image du « Bureau des Légendes ». Cette saison propose d'interroger dans l'univers du renseignement français différentes facettes et pratiques de la clandestinité (opération illégale, infiltration, logique d'une black op) ainsi que la (dé)construction de cet univers de « légendes »...

Lundi 21 janvier 2019

18h00-19h30

Salle du Traité, 56 rue Jacob, 75006 Paris - 1er étage

Action spéciale, action clandestine » avec

Philippe ROUSSELOT (Président d'Hestia Expertise)
Général Dominique CHAMPTIAUX (Vice président d'Hestia expertise)

INSCRIPTION OBLIGATOIRE : groupemetis@gmail.com

[Le programme](#)

► Dans le noir du roman

Un biais pour intéresser à l'histoire un public de moins en moins lecteur ?

Il y a près de trente ans, Philip Kerr avec sa « trilogie berlinoise » a frappé un grand coup et lancé une mode appelée à un succès durable. Décédé l'an passé Kerr a laissé deux romans posthumes qui termineront les aventures de Bernie Gunther avec sans doute les inégalités révélées dans ses dernières livraisons et inhérentes à la surexploitation d'un filon ... N'est pas Hergé qui veut.

Mais il a lancé une mode qui s'épanouit dans de nombreux romans d'auteurs de nationalités et de styles variés –Ignacio del Vale, Robert Harris, Birkefeld et Hachmeister, David Downing, etc. – mettant en scène des crimes et des flics dans le décor de l'Allemagne hitlérienne et de la Seconde Guerre mondiale.

Dans cette veine, je me permets de signaler et recommander quelques titres et auteurs que j'ai découverts récemment (tous en collections de poche Folio, 10x18...), notamment deux trilogies (déjà le « modèle » Kerr s'impose !)

Harald Gilbers met en scène le commissaire Oppenheimer, un policier juif, dans trois romans : *Germania* puis *Les Fils*

d'Odin (prix historia du meilleur roman policier historique 2016) et enfin *Derniers jours à Berlin* (2018).

Luke McCallin a créé avec le capitaine Reinhard, un personnage complexe, mais attachant, ancien flic de la Kripo, membre de l'Abwehr puis du Feldjägerkorps enquêtant sur des crimes ou des affaires mettant en cause des SS, des Oustachis ou des Feldgendarme occupant la Bosnie dans *L'Homme de Berlin* (un peu confus) et *La Maison Pâle* (bien meilleur). Sa trilogie se termine dans les ruines de Berlin en 1947 : *Les Cendres de Berlin* (2018, sortie en format de poche en avril prochain). Et puisqu'on évoque l'Allemagne nazie et le roman policier, je recommande fortement la lecture du dernier Mechtild BORRMANN, *Rompre le silence* (Livre de poche) prix du meilleur roman policier allemand : la découverte difficile par un fils de la face cachée de son père, un régal. Bonnes lectures !

FAQ :

Pour ceux qui recevraient cette
« Lettre aux amis... »
pour la première fois :

Q/ Comment et pourquoi suis-je destinataire de cette *Lettre* ?

R/ Si vous ne l'avez pas demandé vous-même, il y a de fortes chances que vous ayez été « balancé » par un/des ami(s) : cherchez le(s)quel(s)

Q/ Je ne suis pas un ami de la police ! (ton scandalisé)

R/ Cette « *Lettre* » (dont le titre est inspiré de la rubrique « Deux mots aux amis » d'un journal libertaire du début du XX^e siècle) parfaitement informelle et à fréquence irrégulière, a pour but de diffuser les informations - publications de livres ou d'articles, soutenances de thèses, colloques ou journées d'études - en rapport avec l'histoire, la recherche, la réflexion, les

archives et sources... concernant peu ou prou le domaine policier (gendarmerie comprise !)..

Il n'est donc pas nécessaire d'aimer la police (ou la gendarmerie) pour en être destinataire : s'intéresser à l'histoire d'institutions qui jouent un tel rôle dans l'Histoire et occupent une place si délicate dans la démocratie, suffit...

Ceci dit si vous souhaitez ne plus figurer sur la liste des destinataires, rien de plus simple : répondez à ce courriel avec la mention « STOP ! »

En revanche si vous connaissez des gens susceptibles d'être intéressés par ces nouvelles, n'hésitez pas, soit à leur faire suivre ce courriel, soit à nous transmettre leurs adresses électroniques (voir 1.) : nous ne livrons jamais le nom de nos informateurs !

Si vous souhaitez connaître ou recevoir les *Lettres* précédentes, il suffit de le demander... ou d'aller consulter les Archives du site <http://politeia.over-blog.fr/>

Dernier détail : le rédacteur de ce courriel ne saurait tout connaître de ce qui paraît et se fait dans le domaine... ce qui explique les éventuelles lacunes et absences...

Là encore, le plus judicieux est de me prévenir, un mél et je transmettrai bien volontiers l'information...

jMb